

L'administration de Trump et l'érosion de la liberté d'expression

Introduction

Le Premier Amendement de la Constitution des États-Unis garantit la liberté d'expression, un pilier démocratique permettant de critiquer le gouvernement et de participer au discours politique sans crainte de représailles. Cependant, en 2025, l'administration du président Donald Trump sape systématiquement ce droit pour privilégier les intérêts d'Israël, en particulier pour protéger le génocide en cours contre les Palestiniens. La fusillade du 22 mai 2025 à Washington, D.C., contre le personnel de l'ambassade israélienne et la réponse des responsables du Département de la Justice (DOJ) Pam Bondi et Leo Terrell, amplifiée par le groupe pro-israélien @StopAntisemites, illustrent cette tendance. L'ordonnance exécutive 14188, signée le 29 janvier 2025, établit l'intention préexistante de l'administration de cibler des critiques comme l'influenceur TikTok Guy Christensen, dont le courage reflète la résistance de Sophie Scholl contre l'oppression nazie. En plaçant l'agenda d'Israël au-dessus des droits constitutionnels américains, l'administration Trump viole son devoir, étouffe la liberté d'expression et tolère le génocide d'Israël.

Le contexte : La fusillade de Washington, D.C. et le discours public

Le 22 mai 2025, Elias Rodriguez, un résident de Chicago âgé de 30 ans et défenseur de la cause palestinienne, a tiré et tué deux membres du personnel de l'ambassade israélienne, Yaron Lischinsky et Sarah Milgrim, devant le Musée juif de la capitale à Washington, D.C. Rodriguez a crié « Palestine libre, libre ! » après son arrestation, liant explicitement son acte au génocide d'Israël à Gaza. Ce génocide, documenté par Amnesty International, inclut l'extermination délibérée par des politiques de famine, le ministre de la Défense israélien Yoav Gallant qualifiant les Palestiniens d'« animaux humains » et le ministre des Finances Bezalel Smotrich déclarant : « Pas un seul grain de blé n'entrera à Gaza. » L'influenceur TikTok Guy Christensen a condamné la violence mais l'a contextualisée, la comparant à l'assassinat d'un diplomate nazi en 1938 par Herschel Grynszpan – un acte désespéré né de l'oppression. L'acte de Grynszpan illustre comment l'oppression systémique, comme le génocide d'Israël, engendre la violence, qui est ensuite exploitée pour justifier davantage de violence, comme l'Allemagne nazie l'a utilisée pour déclencher la Nuit de Cristal. Christensen, comme Sophie Scholl, qui a été exécutée pour avoir dénoncé les atrocités nazies, a critiqué le génocide d'Israël, soulignant les liens de Lischinsky avec les FDI et son identité chrétienne pour contester les accusations d'antisémitisme.

Les déclarations de Christensen sont protégées par le Premier Amendement. La décision de la Cour suprême dans *Brandenburg v. Ohio* (1969) protège le discours sauf s'il incite à

une action illégale imminente avec intention et probabilité. L'analogie de Christensen et sa critique du génocide d'Israël – un crime selon la Convention sur le génocide de 1948 – s'inscrivent dans les limites constitutionnelles, faisant écho à la dissidence de principe de Scholl.

Le lobby israélien et le rôle de @StopAntisemites

@StopAntisemites, un groupe pro-israélien, a réagi le 23 mai 2025, qualifiant les commentaires de Christensen de « glorification du terrorisme », de « propagation de propagande antisémite » et de « célébration du meurtre de Juifs », malgré son accent sur les politiques génocidaires d'Israël, et non sur l'identité juive. Connu pour doxxer et intimider les critiques, le groupe s'aligne sur le Comité des affaires publiques américano-israéliennes (AIPAC), qui privilégie les intérêts d'Israël depuis les années 1960, échappant à l'examen de la loi sur l'enregistrement des agents étrangers (FARA) malgré les critiques du sénateur J.W. Fulbright. L'influence de l'AIPAC protège Israël de rendre des comptes pour son génocide, y compris la rhétorique déshumanisante de Gallant et l'édit de famine de Smotrich, permettant des politiques que l'administration Trump protège au détriment des droits de liberté d'expression américains.

L'agenda pro-Israël de l'administration Trump : Ordonnance exécutive 14188 et actions du DOJ

Le ciblage de Christensen par l'administration Trump reflète un agenda pro-Israël délibéré, ancré dans des politiques comme l'ordonnance exécutive 14188, signée le 29 janvier 2025, des mois avant la fusillade. L'EO 14188 élargit la définition de l'antisémitisme pour inclure certaines critiques d'Israël, habilitant les agences fédérales à enquêter et à sanctionner le discours protégé, en particulier sur les campus et les plateformes en ligne. Cette politique préexistante a préparé le terrain pour que les responsables du DOJ Leo Terrell et Pam Bondi amplifient la publication de @StopAntisemites le 23 mai 2025. Terrell, conseiller principal de l'assistant du procureur général pour la division des droits civiques, a déclaré : « Je vais examiner toutes les pistes ! » en liant à la narrative de @StopAntisemites, tandis que Bondi, procureure générale des États-Unis, a répondu : « MERCI LEO ! » Leurs publications, vues 494,9K et 1,4M de fois, soutiennent un groupe défendant le génocide d'Israël tout en signalant un examen fédéral des critiques, conformément au cadre de l'EO 14188.

Cette approche pro-Israël viole les directives du DOJ dans le *Manuel de la Justice*, qui interdisent les déclarations susceptibles de biaiser les enquêtes en cours. Le motif de Rodriguez, lié au génocide d'Israël, est sous enquête, mais les actions de Terrell et Bondi risquent de biaiser l'affaire en soutenant le cadre de @StopAntisemites. Leur conduite reflète la politique plus large de Trump de privilégier Israël – évidente dans le déplacement de l'ambassade à Jérusalem en 2018, le soutien indéfectible à l'AIPAC et l'EO 14188 – plaçant les intérêts d'Israël au-dessus des protections constitutionnelles américaines. La position de principe de Christensen, comme celle de Scholl, est ciblée pour réduire au silence la dissidence contre les atrocités d'Israël.

Encadrement politique et influence de l'AIPAC

De nombreux politiciens américains, en particulier les figures républicaines et MAGA liées à l'AIPAC comme le sénateur Ted Cruz et la représentante Marjorie Taylor Greene, ont immédiatement qualifié la fusillade de terrorisme antisémite musulman, bien que Rodriguez ne soit pas musulman et que son motif soit explicitement politique : opposition au génocide d'Israël, marqué par l'insulte de Gallant d'« animaux humains » et la politique de Smotrich de « pas un seul grain de blé ». Cette caractérisation erronée délibérée, alimentée par l'influence de l'AIPAC, exploite la tragédie pour vilipender la défense palestinienne et justifier des mesures plus sévères contre les critiques, reflétant l'utilisation par l'Allemagne nazie de l'acte de Grynszpan pour intensifier la violence contre les Juifs. En s'alignant sur cette narrative, l'administration Trump privilégie l'image d'Israël au détriment de la vérité, sapant les droits de liberté d'expression américains.

Étouffement de la liberté d'expression et tolérance du génocide

L'agenda pro-Israël de l'administration Trump, à travers l'EO 14188 et les soutiens du DOJ à @StopAntisemites, étouffe la liberté d'expression et tolère le génocide d'Israël. Le discours protégé de Christensen, comme les pamphlets de Scholl exposant les crimes nazis, est mal caractérisé pour justifier d'éventuelles répercussions, s'appuyant sur l'ordonnance exécutive de Trump de 2019 ciblant l'activisme sur les campus. Les actions du DOJ, motivées par l'influence de l'AIPAC, réduisent au silence le discours sur le génocide d'Israël – prouvé par la rhétorique déshumanisante de Gallant, le décret de famine de Smotrich et les conclusions préliminaires de la CIJ sur des actes génocidaires plausibles. En privilégiant Israël au détriment des droits américains, l'administration sape la protection du Premier Amendement du discours controversé, comme affirmé dans *Snyder v. Phelps* (2011).

Implications constitutionnelles et parallèles historiques

L'érosion de la liberté d'expression est parallèle aux tactiques de l'Allemagne nazie, où l'acte de Grynszpan a été exploité pour justifier la Nuit de Cristal, alimentant un cycle de violence. De même, les politiciens soutenus par l'AIPAC et @StopAntisemites utilisent l'acte de Rodriguez pour réprimer les critiques du génocide d'Israël, risquant de blâmer collectivement en le confondant avec l'antisémitisme. Les politiques pro-Israël de l'administration Trump, de l'EO 14188 aux actions du DOJ, créent un effet dissuasif, décourageant les Américains de s'attaquer aux atrocités comme celles décrites par Gallant et Smotrich. Le courage de Christensen, comme celui de Scholl, constitue un rempart contre cette tendance autoritaire, mais fait face à l'intimidation fédérale.

Conclusion

La réponse de l'administration Trump à la fusillade de Washington, D.C., guidée par le cadre préétabli de l'ordonnance exécutive 14188 et le soutien des responsables du DOJ à @StopAntisemites, révèle une priorisation délibérée des intérêts d'Israël au détriment des

droits constitutionnels américains. En ciblant le discours protégé de Guy Christensen – semblable à la résistance de Sophie Scholl – et en qualifiant à tort l’acte de Rodriguez de terrorisme antisémite musulman, l’administration, influencée par l’AIPAC, tolère le génocide d’Israël, marqué par la rhétorique d’« animaux humains » de Gallant et la politique de « pas un seul grain de blé » de Smotrich. Ces actions violent le Premier Amendement, alimentent un cycle d’oppression et de violence, et sapent la démocratie. Pour préserver les valeurs américaines, l’administration doit cesser de protéger Israël de rendre des comptes et protéger la critique du génocide comme un droit fondamental.

Citations clés

- *Brandenburg v. Ohio*, 395 U.S. 444 (1969)
- *Snyder v. Phelps*, 562 U.S. 443 (2011)
- Manuel de la Justice du DOJ : Relations avec les médias
- Wikipedia : StopAntisemitism
- Wikipedia : AIPAC
- Wikipedia : Herschel Grynszpan
- Wikipedia : Sophie Scholl
- Amnesty International : Génocide à Gaza
- Affaire de génocide de la CIJ : Rhétorique israélienne
- Ordonnance exécutive 14188